



CLASSIQUES
GARNIER

CARNINO (Cecilia), « Du “luxe malsain et stérile” à l’exaltation de la “médiocrité”. Analyse économique et langage politique à Naples dans la seconde moitié du dix-huitième siècle », *Revue d’histoire de la pensée économique*, n° 1, 2016 – 1, p. 153-175

DOI : [10.15122/isbn.978-2-406-06124-3.p.0153](https://doi.org/10.15122/isbn.978-2-406-06124-3.p.0153)

La diffusion ou la divulgation de ce document et de son contenu via Internet ou tout autre moyen de communication ne sont pas autorisées hormis dans un cadre privé.

© 2016. Classiques Garnier, Paris.
Reproduction et traduction, même partielles, interdites.
Tous droits réservés pour tous les pays.

CARNINO (Cecilia), « Du “luxe malsain et stérile” à l’exaltation de la “médiocrité”. Analyse économique et langage politique à Naples dans la seconde moitié du dix-huitième siècle »

RÉSUMÉ – Le débat sur le luxe en Italie au cours du dix-huitième siècle a eu de multiples facettes et il était complexe. Cet article vise à reconstruire la réflexion économique sur le luxe et la consommation à Naples au cours des années 1780-1790. La critique économique du luxe y était liée à la valorisation de la consommation. Elle a joué un rôle essentiel dans les arguments opposés à la noblesse féodale et, en même temps, qu’elle fondait une légitimation des classes moyennes.

MOTS-CLÉS – Luxe, consommation, Italie, dix-huitième siècle, économie politique, classe moyenne

CARNINO (Cecilia), « From “insane and sterile luxury” to extolling “mediocrity”. Economic analysis and political language in Naples in the second part of the eighteenth century »

ABSTRACT – The debate on luxury that took place in Italy during the eighteenth century is a multifaceted and complex subject. In this context, the aim of this article is to shed light on the political implications that the economic thinking on luxury and consumption conveyed in the Neapolitan context of the 1780s and 1790s. The economic critique of luxury is linked to the valorisation of consumption and plays a large part in the language of political attack against the feudal nobility and, at the same time, in the language of legitimacy of the middle class.

KEYWORDS – Luxury, consumption, Italy, eighteenth-century, political economy, middle class

DU « LUXE MALSAIN ET STÉRILE » À L'EXALTATION DE LA « MÉDIOCRITÉ »

Analyse économique et langage politique à Naples
dans la seconde moitié du dix-huitième siècle

Cecilia CARNINO
Università degli Studi di Torino

I. LE ROYAUME DE NAPLES L'économie, la politique et la question du luxe

Dans le Royaume de Naples, les années 1780-1790 sont marquées par des transformations dans deux domaines décisifs¹. D'un côté, la réflexion sur les questions d'économie se caractérisait par une plus grande attention portée à l'agriculture et à la critique des rentes féodales. Malgré les tentatives de réforme mises en œuvre à partir des années 1730 avec l'institution du *Supremo Magistrato di Commercio*, durant ces années-là la faiblesse du commerce extérieur napolitain, fondé sur l'exportation de matières premières et l'importation de produits manufacturés, s'est avérée irrémédiable. Cette prise de conscience contribua à ramener au premier-plan les questions relatives à la balance commerciale et à la distribution des ressources entre ville et campagne, elle s'accompagna d'un nouvel intérêt pour le secteur agricole.

D'un autre côté, le Gouvernement prit un certain nombre d'initiatives. En octobre 1782 ce fut la création du *Supremo Consiglio di Finanza*. Cette

1 Je tiens à remercier les rapporteurs anonymes de la revue pour les critiques et suggestions adressées en vue d'améliorer une première version de ce texte. Cet article reprend et développe une réflexion amorcée dans le chapitre v de mon livre *Lusso e benessere nell'Italia del Settecento*, Franco Angeli, Milan, 2014.

création répondait à la nécessité de moderniser et de rendre plus efficace le pouvoir de l'État, elle complétait un ensemble de mesures prises à partir des années 1780. Ces mesures visaient à résoudre des problèmes de fond de l'agriculture dans le Royaume : allègements fiscaux, mise en valeur des terrains incultes, culture des terres domaniales. Dans le même temps, l'ancien système de contrôle était ébranlé par l'instauration de la libre circulation de certains biens de ravitaillement en vivres ainsi que par l'abolition des douanes intérieures, des droits de passage et de péage [Rao, A. M. (1983), p. 110 ss.].

Les années 1780-1790 furent marquées essentiellement par la radicalité de la polémique anti-féodale, en rapport avec d'effectives transformations du tissu économique et social des campagnes méridionales, qui rendent désormais insupportable le poids du pouvoir juridictionnel de l'autorité baronale. Cette critique antiféodale était appuyée par l'action réformatrice du Gouvernement qui suivit la domination autrichienne. En effet, dès les premiers mois qui suivirent le couronnement de Charles de Bourbon, en 1734, le nouveau Gouvernement adopta des mesures visant à moderniser l'administration, ainsi que la structure économique et sociale du Royaume de Naples. La réforme institutionnelle et administrative visait à renforcer l'État contre les prérogatives de l'aristocratie. Pour ce faire, le Gouvernement bourbonien définit clairement une politique de réaffirmation du pouvoir de l'État napolitain, en l'associant à une action de réorganisation de l'administration judiciaire dans son ensemble, tout en essayant, à travers la politique économique, de rompre le cercle vicieux du parasitisme féodal². Le nouveau Gouvernement manifestait ainsi une volonté forte et sans précédent de se placer au-dessus des forces particularistes. À partir de la fin des années 1750 et durant la première moitié des années 1760, période où Bernardo Tanucci occupa les fonctions de Premier ministre, des mesures essentielles furent adoptées pour réduire les privilèges de la noblesse et du clergé : abolition de la dîme, confiscation des terres de la Compagnie de Jésus et création de parcelles attribuées aux paysans. Par ailleurs, en faisant ressortir le problème de la mauvaise répartition des ressources économiques et de la richesse, la famine de 1763-1764 donna un nouvel élan à la lutte contre les survivances des droits féodaux [Macry, P. (1974), p. 445-451].

Le Gouvernement d'une part s'engagea dans une politique de soutien manifeste des revendications des Universités qui demandaient à

2 Valsecchi (1990); Chiosi (1986); Rao (1989).

passer sous la juridiction régaliennne. D'autre part, il tenta de limiter la vente des fiefs pour maintenir dans le Domaine royal les propriétés qui revenaient à la Couronne lors de l'extinction de la ligne de succession féodale. Mais, dans l'ensemble, ces modestes mesures n'aboutirent à aucun résultat significatif, notamment en raison de l'absence de forces sociales en mesure de soutenir une politique plus radicale, et des résistances à une remise en question des prérogatives traditionnelles. Toutefois, elles sont représentatives de la politique contre le féodalisme mise en œuvre par le Gouvernement bourbonien. Elles ont contribué à alimenter les espoirs de réforme, et à donner un nouvel élan à la polémique antiféodale. À partir des années 1780 cette critique fut alimentée, également, par l'ambiguïté de la politique anti-féodale du Premier ministre Giuseppe Beccadelli, qui allait dans un tout autre sens que celle menée par son prédécesseur Bernardo Tanucci.

En 1786, Domenico Caracciolo fut nommé Premier secrétaire d'État ; il s'était fait connaître par une énergique action réformatrice durant son précédent mandat de Vice-roi de Sicile. Cette nomination fut à l'origine d'une nouvelle évolution de la situation générale, caractérisée par l'accentuation de la lutte contre le baronage napolitain [Coniglio, C. (1995), p. 202 ss]. Désormais, la question de la féodalité ne pouvait plus être différée. Pour les réformateurs des années quatre-vingt, le meilleur moyen pour atteindre cet objectif était la suppression du droit de dévolution, c'est-à-dire la reconversion en libre propriété, aliénable et soumise à commercialisation, des fiefs revenus à la couronne. Outre l'établissement d'un nouveau rapport des forces entre la Couronne et les « barons », cette proposition entendait poser les bases d'un projet de réforme économique plus vaste, fondé sur le développement de l'agriculture, au moyen d'une transformation profonde de la propriété de la terre, de sa répartition et de sa gestion [Rao, A. M. (1984), p. 51-60].

Dans ce contexte nouveau les discussions sur la terre : les modalités de production agricole, la circulation des grains et la propriété foncière qui, jusque-là, n'avaient été qu'effleurées, furent au cœur des débats publics et gouvernementaux, grâce, en partie, à la pénétration des idées de la physiocratie [Villari, L. (1969), p. 224-251]. La critique du luxe, fondée désormais sur des considérations d'ordre économique, s'amplifia. Les intellectuels réformateurs – Melchiorre Delfico, Giuseppe Maria Galanti, Mario Pagano, Giuseppe Palmieri – qui ont joué un rôle de premier

plan dans l'élaboration de la politique gouvernementale réformiste pour la modernisation de la société méridionale, mirent désormais l'accent sur les conditions économiques des campagnes et sur l'importance de l'agriculture pour le Royaume. Dans cette perspective, la consommation de luxe fut considérée comme une perte de ressources précieuses et une manifestation ostentatoire de supériorité sociale et, comme telle, inadaptée à créer les conditions d'un véritable développement industriel ; parallèlement, l'accent fut mis sur la nécessité d'un développement agricole, par la formation d'une classe de grands propriétaires terriens susceptibles d'enclencher une véritable révolution agraire, fondée sur la diffusion des méthodes de gestion capitaliste des campagnes.

Cette critique économique du luxe rompait fortement avec la réflexion qui avait marqué le contexte napolitain entre les années 1750 et 1760, et qui mettait l'accent sur les implications positives, économiques et sociales, du luxe. Cette valorisation économique du luxe s'était surtout manifestée à travers la réélaboration du débat européen sur le thème. Il provoqua, notamment à partir des années 1730, une modification profonde des représentations et des jugements traditionnels sur le luxe³. Après avoir été longtemps la cible d'une critique où convergeaient principalement la morale chrétienne, la crainte du désordre social et les préoccupations du solde de la balance commerciale, le luxe commença progressivement à être interprété, même si ce ne fut pas exclusivement, comme pouvant stimuler le développement économique, et comme un symbole de progrès matériel⁴.

À Naples, dès les années 1730 dans les entourages de Celestino Galiani et de Bartolomeo Intieri, commençait à s'affirmer l'idée que le luxe pouvait être un facteur de progrès social et de développement économique, susceptible de relancer le commerce napolitain [Stapelbroek, K. (2008), p. 32-35 et p. 63-66]. Cette valorisation du luxe s'opposait aux positions soutenues au cours des années précédentes par Paolo Mattia Doria et le groupe d'intellectuels réformateurs proches du Gouvernement pendant la domination autrichienne, qui non seulement avaient rejeté le luxe et le commerce moderne, mais avaient également durement dénoncé,

3 Sur le débat sur le luxe en Italie au XVIII^e siècle, cf. : Wahnbaeck (2004); Carnino (2014 [1]); Perrotta (1982); Barbini (2009).

4 Pour ce qui concerne le débat européen sur le luxe, voir Hont (2006); Whatmore (2013); Margairaz (1999).

du point de vue moral, la société fondée sur les valeurs économiques⁵. Si le débat sur le luxe, qui caractérisait le contexte napolitain entre les années 1740 et 1760, se traduisit ainsi dans la présentation et la défense de différentes manières d'interpréter et de moduler la hiérarchie entre religion, politique et économie. Cependant, dans l'ensemble, prévalut une réflexion sur le luxe nettement positive. En articulant le rapport entre politique et économie sur de nouvelles bases, elle permit que se mette en place un nouveau modèle de développement économique du Royaume de Naples, fondé sur le commerce international.

C'est précisément cette valorisation économique et sociale du luxe qui s'effaça entre 1780 et 1790. Cependant cela n'a pas signifié le retour à une vision du luxe au sein de la morale traditionnelle, ni même un recul par rapport aux positions des années 1750 et 1760. Ce qui prévalut, c'est une réflexion critique originale sur le luxe, nourrie d'une observation lucide du contexte économique et social napolitain, ainsi que des nouveaux idéaux sociaux et culturels, notamment dans le sillage des ferments qui venaient de la France prérévolutionnaire et révolutionnaire, ainsi que des colonies américaines.

II. UNE NOUVELLE CRITIQUE DU LUXE Melchiorre Delfico et Giuseppe Maria Galanti

Dans le cadre de la critique du luxe qui marque le contexte napolitain pendant les dernières décennies du XVIII^e siècle, la pensée de Melchiorre Delfico, réformateur originaire de Teramo, lecteur attentif de Locke et de Condillac, prend une valeur emblématique.

L'activité de Delfico était caractérisée par un engagement politique fort, qui s'était concrétisé par la collaboration avec les autorités

5 Sur le luxe dans la pensée méridionale, voir Frascani (1974); Matarazzo (2009). Il faut souligner que, dans les études sur le thème, la discussion critique sur le luxe qui a pris forme dans le Royaume de Naples depuis les années 1780 a été longtemps négligée, car elle a été considérée comme une régression par rapport à la pensée de valorisation du luxe des décennies précédentes. Au contraire cette réflexion, marquée par un lien étroit entre analyse économique et pensée politique, représente un parcours fertile pour étudier la culture économique et politique des réformateurs des années 1780-1790.

gouvernementales en vue de la modernisation des structures économiques et juridiques du Royaume. À partir de sa nomination, en 1783, comme assesseur au *Tribunale militare* de la province de Teramo, Delfico proposa au Gouvernement une série de mesures destinées à transformer radicalement l'organisation socio-économique et la propriété agraire dans la province : libéralisation du commerce, développement de manufactures nationales, réforme et libéralisation de la propriété féodale. Toutes ses propositions de réforme allaient dans le sens de la modernisation des structures économiques. Elles avaient pour objectif de stimuler l'économie napolitaine, dont la crise avait été aggravée par la famine qui avait sévi dans la région méditerranéenne, au début des années 1760. Delfico, observateur attentif de la réalité économique méridionale, pensait qu'un pays pauvre en matières premières, en marge du commerce international, comme l'était le Royaume de Naples, devait miser sur le développement quantitatif et qualitatif de la production agricole et, pour cela lui assurer un marché libéré des entraves à la circulation des marchandises. Avec cette forte adhésion aux principes libéraux, Delfico se plaçait dans la lignée des Antonio Genovesi, Pietro Verri, Gaetano Filangeri mais aussi d'Adam Smith, si l'on se reporte au *Memoria sul tribunale della Grascia e sulle leggi economiche delle province confinanti del Regno*. Cette œuvre de jeunesse publiée à Naples, en 1785 [Delfico, M. (1785), p. LXXII] fait explicitement référence à *Wealth of Nations* [Smith, A. (1776)]. Dans le cadre de sa réflexion sur l'économie du Royaume de Naples et sur les mesures de politique économique nécessaires pour stimuler la compétitivité des produits napolitains dans le commerce international, Delfico aborda la question du luxe, de ses bénéfiques et inconvénients pour la société.

Son opinion était qu'il ne fallait pas envisager la question d'un point de vue abstrait comme elle l'avait été jusque-là, il s'agissait, au contraire, de la replacer dans le contexte socio-économique napolitain, dans lequel la structure économique à prévalence agricole et les carences du système manufacturier limitaient les exportations aux seules matières premières, alors que les produits manufacturés étaient importés. Dans un tel contexte économique, la diffusion du luxe provoquerait un déplacement de la richesse des campagnes vers la capitale, sans retour de la richesse dans le circuit économique : les ressources seraient employées pour l'acquisition de produits de luxe importés, elles ne soutiendraient pas

le développement des manufactures nationales. C'est pourquoi le luxe n'est pas susceptible de faire décoller le développement économique du pays. Selon Delfico, la diffusion progressive du luxe finirait, au contraire, par empêcher l'emploi des capitaux dans le secteur de la production et provoquerait, dans la société napolitaine fortement stratifiée, une croissance différenciée qui ne ferait qu'approfondir le fossé entre la capitale et la province [Delfico, M. (1791), p. 207 ; Delfico, M. (1790-1791), p. 395].

La position de Delfico représentait une évolution importante par rapport à la pensée économique des décennies précédentes, en particulier par rapport à celle de Genovesi dont il avait pourtant été l'élève à Naples. Dans les années 1750-1760, Genovesi avait élaboré une théorie complexe de valorisation économique du luxe, largement inspirée de l'*Essai politique sur le commerce* de Melon [Melon, J.-F. (1736)]. Il avait conçu le rapport entre économie et politique dans une perspective nouvelle et faisait du luxe un facteur de progrès social et de développement économique [Galiani, F. (1750) ; Genovesi, A. (1765-1767)]. Cependant, dans les *Elementi del commercio*, écrits de 1757 à 1758 années au cours desquelles il avait la chaire de commerce, Genovesi se référait encore aux théories mercantilistes, en considérant l'importation de biens de luxe, qu'il assimilait à un déficit de la balance, comme potentiellement nocive à l'économie nationale. Un pays pauvre en matières premières et marginal par rapport au commerce international, comme le Royaume de Naples, se devait de développer, en quantité et en qualité, sa production agricole.

Genovesi établit une distinction nette entre « le luxe de choses extérieures », c'est-à-dire le luxe d'importation, et le « luxe de choses internes », consistant dans la consommation de produits nationaux, distinction qui finit par aboutir à la révision de son jugement sur le luxe [Genovesi, A. (1757-1758), p. 97]. Si le luxe d'importation est « dangereux pour la nation », le luxe fondé sur la consommation de produits nationaux est, au contraire, de grande utilité, essentiellement parce qu'il accroît la consommation de « nos denrées et produits manufacturés » [Genovesi, A. (1757-1758), p. 97]. Compte-tenu de la faiblesse de la production manufacturière du Royaume, une excessive diffusion du luxe déterminerait une forte hémorragie d'argent ; en revanche, un luxe limité serait un élément positif : d'une part, il résulte du progrès social, du passage des besoins fondamentaux à des besoins plus complexes en

conséquence de la diffusion de la culture et du raffinement des manières ; d'autre part, il favoriserait le développement de la production manufacturière nationale⁶.

Dans les *Lezioni di commercio* – première édition, Naples, 1765-1767, soit six ans après les *Elementi del commercio* – où les considérations sur les dynamiques sociales examinées sous leurs aspects anthropologiques et psychologiques sont plus développées [Genovesi, A. (1765-1767)], Genovesi approfondit sa réflexion sur le luxe. Il le conçoit, de façon positive, comme le facteur essentiel du développement de la production nationale. L'accent porte, en particulier, sur « l'esprit d'émulation » que le luxe, y compris le luxe d'importation, peut susciter, contribuant à « réveiller les esprits », « perfectionner les arts (...) et le commerce » [Genovesi, A. (1765-1767), p. 274]. Aux yeux de Genovesi, le désir des « classes inférieures » de posséder les biens de luxe d'importation destinés à l'élite – trop coûteux pour qu'elles les achètent – constitue le moteur principal de développement et d'amélioration de la production, au point de déterminer, dans un délai relativement court, la production de produits « aussi bons, et même meilleurs que les produits étrangers » [Genovesi, A. (1765-1767)], p. 246-247].

Les thèses de Genovesi étaient étayées par la confiance en un projet de réforme de l'économie fondé sur le développement du commerce international, considéré comme le seul moyen de garantir la libre et pleine circulation des produits de l'agriculture, sur laquelle était fondée l'économie du Royaume. Vingt ans plus tard, la possibilité d'appliquer le modèle de développement préconisé par Genovesi n'a pu que susciter des doutes. La lenteur des réformes s'est accentuée, le développement industriel ainsi que la modernisation du secteur agricole ont fait long feu, le déséquilibre entre ville et campagne s'est creusé, la population a migré vers les villes, les capitaux se sont concentrés dans la capitale et ne se sont pas investis dans les campagnes. Dans ce contexte la réflexion sur le luxe subit une profonde transformation. Delfico ne voit plus dans la passion du luxe un élément positif pour l'économie du Royaume : ce n'est ni un facteur de développement du commerce ni un stimulus pour le développement de la production nationale.

Ce jugement négatif sur l'utilité économique du luxe n'implique pas, toutefois, que la réflexion sur le luxe perde de son intérêt et de son

6 Sur les considérations d'Antonio Genovesi sur le luxe, voir Villari L. [(1959), p. 94-95].

importance. Le luxe reste un thème central dans les écrits de Delfico, dans la mesure où, sur les considérations d'ordre économique, se greffe une attaque proprement politique contre la noblesse féodale, celle même qui est au cœur des projets de réforme ; le luxe négatif, non productif est associé à la noblesse féodale, celle-ci devenant la cause du retard économique et social du Royaume de Naples.

La première offensive violente de Delfico contre la noblesse féodale se trouve dans l'ouvrage *Indizi di morale* [Delfico, M. (1775)] dont l'Assesseur Pietro Paolillo fit saisir les épreuves en cours d'impression. Cet ouvrage constitua la première tentative d'élaboration philosophique de sa pensée, elle est caractérisée par l'adhésion au sensualisme de Locke et surtout de Condillac, Delfico y dénonçait violemment la noblesse des barons et le poids qu'elle exerçait sur la société napolitaine :

L'une des classes qui se constituent dans la société jusqu'à y former un corps est la noblesse, l'autre est la classe du clergé. Toute l'histoire politique de l'Europe montre, de manière exemplaire, comment l'autorité souveraine a dû être continuellement en guerre pour maintenir ces forces dans leur limites, et ce n'est que dans notre siècle qu'elles sont réduites à leurs frontières naturelles. [Delfico, M. (1775), p. 6]

La critique de la noblesse est étroitement liée à la dénonciation de la propriété féodale, de l'accumulation de la propriété, en particulier, due « à l'abus du pouvoir (...) et des choses, qui est à l'origine de "monstres politiques" et de "féroces convulsions dans les États" » [Delfico, M. (1775), p. 47]. Selon Delfico, la solution passe par la suppression de tous les droits féodaux, une plus grande division de la propriété et la multiplication du nombre des petits propriétaires, principe qui garantit l'attachement à la terre et à l'État, et sur lequel sont fondées toutes les « monarchies modernes ».

Dans le cadre de cette réflexion sur la propriété, Delfico aborda la question du luxe, dont il a déjà été question dans le *Saggio filosofico sul matrimonio*, en rapport avec la dénonciation de l'inégalité des richesses [Delfico, M. (1774), p. 96-97]. Dans les *Indizi di morale*, le luxe est condamné en tant que conséquence évidente de « l'accumulation des richesses dans les mains de quelques-uns », et explicitement identifié avec la consommation ostentatoire de la noblesse féodale. Le luxe est jugé improductif pour deux raisons : ce n'est pas une consommation

fondée sur le travail mais sur la rente des grandes propriétés féodales ; en outre, le luxe féodal ne garantit pas le développement des manufactures nationales car il dépend des importations de l'étranger [Delfico, M. (1775), p. 46-49]. Le luxe ne constitue donc le fondement d'aucun processus de croissance économique et de circulation de la richesse, il est l'expression d'une trop grande extension de la propriété foncière, assurant la rente et garantie par les privilèges juridiques.

Cette attaque politique du système féodal par le biais de la critique du luxe est plus claire et plus précise dans un court essai de 1790, adressé au *Supremo Consiglio di Finanza : Sull'importanza di abolire la giurisdizione feudale, e sul modo* [Delfico, M. (1790)]. Cette publication intervint après sa nomination, en janvier de la même année, au poste d'Intendant général des *Reali Stati Allodiali*, et la présentation à Ferdinand IV, en 1788, du *Memoria per la vendita de' beni dello Stato d'Atri* ; elle reprend et précise l'argumentation du *Mémoire*. Ce dernier proposait, pour les États d'Atri, des ventes en franc-alleu, les terrains étant libres de toute obligation et restriction féodales, il allait même jusqu'à prévoir la suppression des droits de dévolution. Contre les arguments d'ordre fiscal, présentés par Giacinto Dragonetti, dans l'essai *Origine dei feudi* [Dragonetti, G. (1788)], Delfico soutint que le système féodal ne pouvait être abattu que par une intervention d'ordre économique, c'est-à-dire une réforme radicale de la propriété. Dans les publications précédentes – *Indizi di morale* et *Memoria sul tribunale della grascia* – les positions de Delfico s'appuyaient sur le rejet de l'accumulation de propriétés dans les mains d'un groupe restreint ; le mémoire de 1788 accentue le langage de lutte contre les prérogatives de la noblesse napolitaine, au nom de la mobilité et de la répartition des terres, dans le cadre d'une opposition de plus en plus radicale aux droits et privilèges féodaux et aux grandes concentrations de propriété foncière.

La pensée de Delfico s'était forgée, à partir de 1783. Lors d'un long séjour dans la capitale du Royaume de Naples, il avait pu constater l'incapacité du Gouvernement à mettre sur pied un programme cohérent de redressement de l'économie du pays, cependant, il a conservé la conviction que le pouvoir absolu avait les moyens d'opérer une transformation radicale de la société. Conviction qui se concrétisa par des appels à lancer une attaque directe, toujours plus dure, contre les structures les plus archaïques du système, dans la perspective d'une réforme radicale,

susceptible de remettre en cause les institutions juridiques de la féodalité. Le Gouvernement, de son côté, ne se déroba pas au débat avec les intellectuels réformateurs sur les questions de plus large diffusion de la propriété et du développement de l'agriculture mais, dans la pratique concrète des réformes, il recula devant toute mesure susceptible de mettre en cause les fondements du système féodal. Quant à Delfico, tout en se maintenant au cœur de la protestation anti-féodale, il persista, même après les événements de 1789, à miser sur le monarque pour résoudre les problèmes de la société napolitaine.

Dans l'essai *Sull'importanza di abolire la giurisdizione feudale*, Delfico, sous l'impulsion des événements français, radicalisa son attaque, préconisant une réforme totale de la propriété féodale, présentée comme cause principale du retard économique et social du Royaume de Naples, taxée de « monstruosité politique », « ferment de nocivité », accusée de produire une « injustice absolue » [Delfico, M. (1790), p. 356-363]. Dans le contexte de cette critique implacable, Delfico revint sur la question du luxe, reprit des thèmes déjà développés dans ses écrits précédents, avec une insistance qui dénote l'importance qu'il attribuait au nœud conceptuel : luxe, noblesse féodale, propriété foncière. Une fois de plus, il mit l'accent sur le fait que le luxe est un élément « malsain et stérile » dans la réalité de la société napolitaine car il ne dérive pas d'un dynamisme économique qui se concrétiserait par la consommation de nouveaux biens par des groupes sociaux actifs ; le luxe se réduit, au contraire, à des dépenses ostentatoires dans le but de confirmer la prééminence sociale d'une noblesse d'origine féodale, économiquement inactive, uniquement préoccupée de la continuité de ses privilèges [Delfico, M. (1790), p. 350]. C'est ainsi que la critique du luxe, qui relevait de la pensée économique, a véhiculé l'opposition radicale à la mentalité de la noblesse traditionnelle ainsi que la critique des modèles culturels et des comportements des générations précédentes. Elle a été également vecteur d'une dénonciation précise, radicale, de la propriété féodale et des entraves qui empêchaient la libéralisation et la mobilité de la propriété. Bien loin d'être un facteur de développement, le luxe est devenu le symbole de « la concentration des richesses dans les mains de quelques-uns » [Delfico, M. (1790), p. 350]. L'attention à la propriété foncière, un écho de la pensée physiocratique, ne se traduit pas donc par l'élaboration des catégories économiques qui ont des implications

politiques ; elle relie plutôt propriété et luxe dans un discours qui est directement politique.

Dans les années au cours desquelles Delfico lançait ses brûlots contre la noblesse féodale, Giuseppe Maria Galanti, dans sa *Della descrizione geografica e politica delle Sicilie*, dénonçait les effets économiques négatifs du luxe, dans le cadre d'une tentative de réforme large ayant pour but l'abolition de la juridiction féodale. L'ouvrage, publié entre 1786 et 1790 sur intercession personnelle du roi – et republié en 1793-1794 avec quelques petites modifications – proposait une analyse de l'histoire, de l'économie et des institutions administratives et judiciaires du Royaume, en mettant en évidence l'influence de la noblesse et du clergé dans les domaines politique, juridique, économique et culturel. L'auteur analysa dans le détail le sous-développement du Royaume et en identifia la principale cause dans la persistance de la féodalité dans l'économie et dans l'administration. Galanti, bien qu'ouvert au réformisme de Genovesi dont il avait suivi les cours d'économie, était encore sous influence mercantiliste : la reprise économique doit être fondée sur le développement de la production agricole par le moyen d'un afflux d'investissements productifs de la part de propriétaires terriens, gestionnaires actifs de leurs terres. Le Gouvernement doit valoriser les secteurs productifs, agriculture et manufacture, de façon à substituer les productions nationales aux produits manufacturés étrangers et « accorder une certaine dignité civile à l'agriculteur », puisqu'aussi bien « les véritables biens pour les hommes sont les produits de la terre, qui fournissent l'abondance, qui conservent la simplicité des mœurs, qui disposent les âmes à toutes les vertus sociales » [Galanti, M. (1793-1794), Vol. I, p. 503]⁷.

En ce qui concerne la question du luxe, la préoccupation principale de Galanti – comme de Delfico – concerne les effets de distorsion résultant de la distribution des ressources entre ville et campagne et, par voie de conséquence, la contraction du secteur agricole. Il soulignait, en effet, la façon dont le luxe, qui naît et se développe à la ville, est à l'origine d'une forte contraction des investissements dans le secteur primaire, c'est-à-dire dans la production agricole, provoquant une diminution de la population :

Il est aisé de comprendre que plus le luxe se développe, plus il faut de sol pour son alimentation (...) et y occuper un plus grand nombre d'hommes, lesquels,

7 Voir Mafri (2006).

bien que l'argent leur vienne des étrangers, consomment aussi les denrées des étrangers, car ils emploient pour les besoins de leur métier le terrain qui devrait être employé pour les denrées qu'ils consomment. En conséquence, l'augmentation du luxe dans un royaume est le signal ou d'une plus grande diminution de sa population ou d'un plus grand besoin de denrées étrangères. [Galanti, M. (1793-1794), Vol. I, p. 227-228]

Le rapport entre luxe, production agricole et population provient de l'essai *Le commerce et le gouvernement* [Condillac, É. (1776), p. 297-311] que Galanti a largement utilisé pour la rédaction de sa *Storia filosofica e politica delle nazioni antiche e moderne*, publiée à partir de 1780, mêlant l'apport de Condillac à celui de Claude François Xavier Millot [Galanti G. M. (1780)]. L'œuvre de Condillac, à laquelle Galanti renvoie explicitement dans la *Descrizione*, avait contribué, entre autres, à placer au centre de l'attention la question de la dépopulation des campagnes et de la contraction du secteur agricole avec, en parallèle, la concentration des richesses et des travailleurs dans les villes, conséquences de la diffusion du luxe⁸.

Dans une publication plus ancienne, *Elogio storico del signor abate A. Genovesi*, écrite en 1770 et publiée, anonyme, à Naples en 1772, Galanti voyait dans le luxe : « le ferment des arts, et l'âme d'un grand État » [Galanti, G. M. (1772), p. 105]. Ses voyages dans les territoires du Royaume caractérisés par la faible productivité des terres et la raréfaction de la population, le persuadèrent que la diffusion du luxe n'a pas suscité le développement des manufactures nationales par imitation et innovation : le luxe est stérile, il n'est qu'ostentation et il dépend des importations. La question du luxe aboutit directement à la critique du système féodal fondé sur les rentes féodales et non sur des investissements en activités productives ; il en a déjà décrit les effets « monstrueux » dans sa *Descrizione dello stato antico ed attuale del contado di Molise*, publiée en 1781, et dans sa *Nuova descrizione storica e geografica dell'Italia*, de 1782 ; l'analyse économique est plus fouillée dans la *Descrizione geografica e politica delle Sicilie*. Galanti a assisté à la faillite de la tentative de la monarchie réformiste de développer les manufactures nationales, il en voyait la cause dans le manque de volonté aussi bien que d'investissements de la noblesse qui a employé sa richesse « plus en décorations avec une petite

8 « Voilà, pour l'État, les inconvénients que produit le luxe, lorsqu'il consiste dans des ouvrages auxquels nous employons nos propres ouvriers » [Condillac, É. (1776), p. 307].

rente qu'en constructions rentables » [Galanti, G. M. (1793-1794), Vol. I, p. 308]. Le luxe, identifié aux dépenses de l'aristocratie napolitaine, ne soutient aucun processus productif, il finit nécessairement par enlever terres et ressources aux campagnes qui restent « pauvres et désertes », et il oblige à avoir recours à l'importation pour « les matières de subsistance » [Galanti, G. M. (1793-1794), Vol. I, p. 487]. La seule solution praticable, aux yeux de Galanti, était la réforme radicale de la propriété féodale ; elle doit être réalisée par l'abolition des droits féodaux, comme le majorat et le fideicommiss, et surtout par l'attribution de la juridiction sur les fiefs dévolus au souverain et leur vente en franc-alleu. C'est ce qu'il proposa lorsque le Secrétaire d'État Saverio Simonetti l'invita à exprimer son point de vue dans la controverse sur les fiefs dévolus à la couronne, qui opposait l'Intendant aux biens en franc-alleu Domenico Di Gennaro et Michelangelo Cianciulli, avocat fiscal du patrimoine royal⁹.

III. UNE NOUVELLE CONCEPTION DE LA « MÉDIOCRITÉ »

Francesco Mario Pagano

Dans le contexte méridional des années 1780-1790, nous venons de le voir, la critique du luxe est l'instrument d'une attaque politique contre la noblesse et la propriété féodale ; toutefois, la réflexion économique eut d'autres implications. L'analyse des effets négatifs du luxe est allé de pair, en effet, avec la valorisation positive de la croissance de la consommation et l'élaboration d'un idéal de vie « médiocre », à mi-distance entre les excès fastueux et la frugalité. Il en résultait la légitimation du rôle économique et social des classes moyennes, constituées essentiellement de la catégorie des nouveaux propriétaires terriens, qui s'était développée à partir de la fin des années 1760.

À côté des réformateurs qui dénonçaient les effets négatifs du luxe à partir de l'analyse des conditions sociales et économiques du Royaume, les représentants de l'aile radicale du mouvement réformateur napolitain développèrent une nouvelle critique fondée sur des considérations éthiques et politiques. Pour ceux-ci, le luxe était la conséquence d'une

9 Voir Galasso (1983).

situation de dépendance politique et d'une inégalité sociale excessive, il n'était pas un élément positif pour la société. Toutefois, leur critique du luxe, ne déboucha pas sur une proposition de modèle social caractérisé par la frugalité et le contrôle des passions ; au contraire, elle fondait le développement économique sur l'augmentation de la consommation, valorisant la diffusion des dépenses et préconisant un niveau de vie moyen, intermédiaire entre luxe et subsistance.

Les *Saggi politici* de Francesco Mario Pagano, avocat et juge au *Tribunale dell'Ammiragliato* [Pagano, F. M. (1783-1785)], furent la première manifestation de cette réflexion, qui ne resta pas isolée dans le contexte napolitain et qui fut reprise, parmi d'autres, par Giuseppe Palmieri [Palmieri, G. (1792)] et Matteo Angelo Galdi [Galdi, M. A. (1790)]¹⁰. Dans le débat sur la réforme du système des institutions juridiques des années 1780-1790 – dont l'une des manifestations les plus remarquables fut la *Scienza della legislazione* de Gaetano Filangieri [Filangieri, G. (1783-1786)] – Pagano s'était intéressé à la réforme et à la simplification des disciplines juridiques ainsi qu'à l'abolition des privilèges et des particularismes, conformément aux positions qu'il avait exprimées dans une première publication *Politicum universae Romanorum nomothesia examen*, en 1768. Les *Saggi politici*, dont la première édition date de 1783-1785, exposaient l'histoire de l'humanité dans une perspective philosophique ; ils développaient l'idée d'une évolution progressive du genre humain, reprenant la doctrine du déroulement cyclique des phases de l'histoire, selon Giambattista Vico. Cette reconstruction de l'histoire du genre humain, depuis les origines jusqu'à la société développée contemporaine, est dominée par l'idéal d'une société parfaite, réalisable par une législation également parfaite, susceptible d'abolir toute forme de privilège.

Pagano aborda le thème du luxe dans cette perspective. Il analysait le rôle du luxe dans les différentes phases de l'histoire et sous diverses formes de gouvernement. Reprenant *L'Esprit des lois* – dont l'influence est sensible dans les *Saggi politici* – il assimilait l'absence de luxe et l'égalité des richesses à la démocratie, le luxe d'ostentation et l'oppression politique aux systèmes aristocratiques ou despotiques, le luxe positif, créateur de richesse, aux monarchies [Montesquieu, C. L. (1748), p. 154-158]. La conviction que le luxe était à la base d'un processus de circulation des richesses dérive également de Montesquieu qui affirme, dans *L'Esprit*

10 Voir Carnino (2014 [3]).

des lois, « comme par constitution des monarchies les richesses y sont inégalement partagées, il faut bien qu'il y ait du luxe. Si les riches ne dépensent pas beaucoup, les pauvres mourront de faim. Il faut même que les riches y dépensent à proportion de l'inégalité des fortunes, et que (...) le luxe y augmente de cette proportion » [Montesquieu, C. L. (1748), p. 157]. Sur ce point, la réflexion de Melon sur le luxe comme moyen de redistribution de la richesse est répétée dans son intégralité [Melon, J.-F. (1736), p. 124-125].

Partant des idées débattues dans le milieu intellectuel napolitain des années 1750-1760, notamment Galiani et Genovesi, Pagano voyait dans la diffusion du luxe un mécanisme susceptible d'affaiblir l'ordre nobiliaire traditionnel. Une plus grande diffusion des richesses et la volonté de compétition sociale des ordres émergents conduisent les nobles à utiliser leurs ressources en biens ostentatoires dans le but d'affirmer un prestige fondé sur des symboles extérieurs de richesse, ce qui ne peut que contribuer à l'érosion des patrimoines nobiliaires [Pagano, F. M. (1791-1792), p. 346]. D'autre part, au cours du développement historique de la société, le luxe a joué un rôle important dans la distribution de la propriété; en effet, avec la diffusion « du luxe des grands, en raison du développement de la société cultivée, les propriétés commencèrent à passer des mains de quelques-uns aux mains du grand nombre, sur les ruines de la pompe nobiliaire s'élevèrent les maisons des familles populaires » [Pagano, F. M. (1791-1792), p. 347]. La réflexion sur le luxe véhiculait donc encore, dans les années quatre-vingt du dix-huitième siècle, la revendication d'une plus grande mobilité sociale et d'une redistribution de la propriété.

L'originalité de Pagano consistait à unir un jugement négatif à la reconnaissance d'un rôle social positif du luxe : il admettait, certes, que le luxe pouvait avoir des implications économiques et sociales positives mais il n'en reste pas moins, et avant tout, un vice qui corrompt « les esprits » et suscite « l'amour des plaisirs corporels, et de la molle paresse » [Pagano, F. M. (1791-1792), p. 311]. Cette attaque contre le luxe était une manifestation de refus, sur le plan éthique aussi bien que sur le plan politique, d'une société caractérisée par une extrême inégalité dont le luxe était, à la fois, la conséquence et le symbole le plus marquant. Elle ne débouchait pas, toutefois, sur le rappel de la frugalité des républiques de l'Antiquité et elle n'incitait pas à la réduction de la consommation. Au contraire, ayant identifié le luxe aux dépenses ostentatoires de la

noblesse féodale, Pagano entendait promouvoir la consommation des biens de marché, qui sont la manifestation d'un bien-être individuel. Il condamnait et il proscrivait, non l'accroissement des dépenses en biens de marché mais l'excès et la magnificence qui représentaient, à ses yeux, les moyens de légitimation de la prééminence sociale et du contrôle politique.

Bien qu'en l'absence de référence directe, il est possible de rapprocher l'opposition luxe-consommation de la pensée de Pietro Verri. Dans les *Meditazioni sulla economia politica*, publiées en 1771, où la richesse est fonction du rapport entre « reproduction annuelle » et « consommation annuelle », dans le cadre d'un modèle de développement économique fondé sur la croissance monétaire dérivant de l'industrie et de la multiplication du nombre de producteurs [Verri, P. (1771), p. 18], Verri procède, en effet, à une première distinction fondamentale entre la fonction économique des dépenses de luxe et celle des dépenses de consommation répandue. Le luxe pousse les propriétaires à investir sur les terres afin de pouvoir acquérir un plus grand nombre de biens de marché, stimulant ainsi l'agriculture [Verri, P. (1771), p. 152], la consommation intérieure fait augmenter la « reproduction annuelle », qui est ainsi incitée à « créer chaque année de nouvelles valeurs correspondant à la consommation totale » [Verri, P. (1771), p. 69].

En ce qui concerne la valorisation de la consommation moyenne chez Pagano on peut en même temps retenir l'influence de l'analyse de Filangeri qui, dans la *Scienza della legislazione*, établit explicitement le lien consommation-travail-prospérité économique [Filangieri, G. (1783-1786), Vol. II, p. 260-265.] ; l'apport de la physiocratie était également important, puisqu'on retrouve explicitement, chez Pagano, le principe d'ordre naturel, principe général de régulation des rapports économique-politiques. Dans le cadre de la théorie exclusivement économique du *Tableau économique*, Quesnay distinguait entre « luxe de décoration » et « luxe de subsistance ». Il accordait une valeur positive aux dépenses en produits agricoles et en biens de consommation ; il fait surtout de la consommation le cœur du processus économique, légitimation théorique des dépenses en biens matériels [Quesnay, F. (1758), T. I, p. 479].

Pagano toutefois ne retint qu'en partie aussi bien les profondes analyses de la consommation de Verri que celles de Quesnay. Le réformateur napolitain se bornait à une certaine opposition entre luxe et dépenses de

consommation ; d'autre part, sa définition de la consommation comme facteur crucial de prospérité nationale est relativement floue. Pagano n'en est pas moins redevable à ces penseurs de l'idée centrale des *Saggi* : la valorisation d'un nouvel idéal de vie moyenne, éloigné aussi bien des excès et du faste que de la frugalité, fondé sur les désirs des hommes et leur aspiration naturelle au plaisir. On retiendra des *Saggi* un éloge flatteur de la « médiocrité ». Le terme perd toute acception négative, au contraire, il se charge de valeur positive, étant défini comme condition intermédiaire entre le luxe et la misère, état favorable au développement des meilleurs qualités morales : « le luxe, qui corrompt les esprits, affaiblit les cœurs et génère l'amour des plaisirs du corps, de la paresse et de la mollesse, n'a pas sa place dans la médiocrité des fortunes. La misère excessive, qui abat, abêtit les âmes, ne s'y rencontre pas » [Pagano, F. M. (1791-1792), p. 340]. L'accent est mis, en particulier, sur l'étroite relation existante entre niveau de vie moyen, consommation, travail et développement économique. La pensée de Pagano est caractérisée par une forte adhésion aux principes de la liberté économique, qui se concrétise essentiellement par la bataille menée contre le système archaïque et irrationnel d'approvisionnement du Royaume de Naples¹¹ ; dans ce contexte, la consommation est au fondement même du développement économique du pays : elle est à la fois incitation au travail et conséquence tangible de l'activité des individus.

La valorisation positive de la médiocrité favorise la légitimation pleine et entière d'une nouvelle classe moyenne qui a commencé à s'affirmer en opposition aux anciennes familles baronales, et à s'imposer comme force sociale, à partir des années 1760. Elle est constituée de propriétaires, nobles et bourgeois, qui exploitent leurs terres selon des critères modernes, qui désirent s'affirmer sur le plan économique et aspirent également à une reconnaissance d'ordre politique. Dans la pensée de Pagano, la consommation de niveau moyen – opposée au luxe de la noblesse féodale – positive puisque qu'elle résulte du travail, est en effet dans un rapport direct avec « une nouvelle catégorie », « qui provient de la plèbe et se rapproche de la noblesse ; catégorie moyenne qui fait le lien entre les deux extrêmes ». Pour Pagano, cette « catégorie moyenne », « éloignée des vices des extrêmes, non avilie par la pauvreté, non corrompue par l'orgueil et l'inactivité », est « le soutien de l'État » [Pagano, F. M. (1791-1792), p. 348]. Dans une page de la première édition

11 Voir Solari G. [(1917), p. 7].

des *Saggi*, absente dans l'édition de 1791-1792, Pagano s'attarda sur la description de cette classe moyenne, expliquant en quoi elle consiste :

Éloignée des vices des extrêmes, sans l'orgueil, l'inactivité, la paresse, qui accompagnent parfois l'opulente noblesse, sans la lâcheté de la plèbe, ayant peu de ces richesses qui, aussi bien que les besoins, éteignent l'activité de l'esprit, n'étant pas sous l'oppression de la misère au point de ne pouvoir avoir soin de l'âme, désireuse de se distinguer par des besoins modérés et par émulation d'une classe supérieure, elle ajoute aux avantages de l'une et l'autre classe la vertu, qui peut seule la distinguer dans la société, elle se consacre à l'État et lui fournit les hommes politiques illustres, les guerriers fameux, les marchands utiles, les grands philosophes et les artistes célèbres qui honorent et couvrent de gloire leur nation. [Pagano, F. M. (1783-1785), p. 245-246]

L'influence des *Lezioni di commercio* de Genovesi est ici évidente ; dans les pages que ce dernier consacra aux composantes sociales de l'État, il faisait référence à « l'ordre moyen » auquel il attribuait un rôle politique spécifique de collaboration avec le souverain réformateur Genovesi A. (1765-1767), p. 320]. À la différence de Genovesi, Pagano définit toutefois les classes moyennes par la modération de leur richesse, résultant directement du travail ; la possibilité de mener une vie aisée n'est pas seulement la preuve d'une richesse modérée, c'est surtout une incitation à être économiquement actif, donc utile au pays¹². Le lien établi entre niveau de vie moyen et travail est fondamental ; l'accent porté sur la valeur positive de « l'émulation de la classe supérieure », c'est-à-dire sur le désir d'améliorer sa condition sociale par le travail, montre bien que Pagano n'opposait pas vertu et bien-être personnel, bien au contraire, la poursuite du bien-être individuel est une manifestation de vertu [Pagano, F. M. (1791-1792), p. 245]. Définissant, d'une part, la classe moyenne comme classe la plus vertueuse de la société, en raison des effets positifs de son travail sur la prospérité générale, soutenant, d'autre part, l'idée que le gouvernement devrait être guidé par la vertu, fruit du travail, Pagano suggère clairement aux membres de la classe moyenne qu'ils ont à jouer un rôle politique. Ainsi, par le biais de considérations sur l'utilité économique des différents groupes sociaux, on aboutit à la légitimation du rôle social et politique de la classe moyenne ; par le truchement d'un discours exclusivement économique, la hiérarchie sociale et politique traditionnelle est renversée, un nouvel ordre social est légitimé.

12 Calaresu (2009).

CONCLUSION

À travers l'exaltation de la condition de vie moyenne fondée sur le travail et sur l'émulation – la « classe mitoyenne » dont le *Traité d'économie politique* de Jean-Baptiste Say allait donner une définition précise en 1803 [Say, J.-B. (1803)] – Pagano définissait déjà dans les années 1780 un modèle de comportement de type bourgeois, qui a permis d'affermir le rôle, les capacités et les richesses de la nouvelle catégorie sociale des propriétaires terriens. En même temps cette valorisation du niveau de vie moyen, qui a pris sa forme à partir de la pensée économique sur la consommation, nous a permis de suivre le passage fondamental de la réflexion économique sur le luxe, qui avait soutenu l'hostilité politique à la hiérarchie sociale de l'Ancien régime et participé pleinement à la lutte anti-féodale des années 1780-1790, à celle de la consommation, conçue comme facteur de prospérité et de valorisation du niveau de vie moyen.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BARBINI, G. [2009], *Il lusso. La civilizzazione in un dibattito del XVIII secolo*, Cleup, Padoue.
- CALARESU, M. [2009], « Searching for a “Middle Class” ? Francesco Mario Pagano and the Public for Reform in Late Eighteenth-Century Naples », in G. Paquette (éd.) *Enlightened Reform in Southern Europe and its Atlantic Colonies, c. 1750-1830*, Johns Hopkins University Press, Baltimore, p. 63-82.
- CARNINO, C. [2014 (1)], *Lusso e benessere nell'Italia del Settecento*, Franco Angeli, Milan.
- CARNINO, C. [2014 (2)], « From Luxury to Consumption in the Eighteenth Century Europe : Italian discussion between history and historiography », *History of European Ideas*, Vol. 40, N° 2, p. 218-244.
- CARNINO, C. [2014 (3)], « Luxury and Consumption in Eighteenth-Century Italy : Intellectual History, Methodological Ideas and Interdisciplinary Research Practice », *History of European Ideas*, Vol. 40, N° 4, p. 495-515.
- CHIOSI, E. [1986], « Il Regno dal 1734 al 1799 », in G. Galasso et al., (éd.) *Storia del Mezzogiorno*, Vol. IV, T. II, *Il Regno dagli Angioini ai Borboni*, Edizioni del Sole, Rome, p. 373-467.
- CONDILLAC, É. Bonnot de [1776], *Le commerce et le gouvernement, considérés relativement l'un à l'autre*, Jombert & Cellot, Amsterdam.
- CONIGLIO, G. [1995], *I Borboni di Napoli*, Tea, Milan.
- DELFIKO, M. [1774], *Saggio filosofico sul matrimonio*, s.e, s.l.
- DELFIKO, M. [1775], *Indizi di morale*, in G. Pannella & L. Savorini (éd) *Opere complete*, Fabbri Teramo, 1901-1904, Vol. I. Delfico, M. [1785], *Memoria sul tribunal della Grascia e sulle leggi economiche delle provincie confinanti del Regno*, Porcelli, Naples.
- DELFIKO, M. [1788], *Memoria per la vendita de' beni dello Stato d'Atri*, in A. M. Rao (éd.), *L'amaro della feudalità. La devoluzione di Arnone e la questione feudale a Napoli alla fine del '700*, Guida, Naples, p. 349-367.
- DELFIKO, M. [1790], *Sull'importanza di abolire la giurisdizione feudale, e sul modo*, in V. Clemente (éd.), *Rinascenza teramana e riformismo napoletano (1777-1798). L'attività di Melchiorre Delfico presso il Consiglio delle Finanze*, Edizioni di Storia e Letteratura, Rome, 1981, p. 354-363.
- DELFIKO, M. [1790-1791], *Memoria contro l'aumento dei soldi ai Magistrati*, in V. Clemente (éd.), *Rinascenza teramana e riformismo napoletano (1777-1798)*.
- DELFIKO, M. [1791], *Ricerche sul vero carattere della giurisprudenza romana e de'*

- suoi cultori* (1791) in *Opere complete*, vol. I. Dragonetti, G. [1788], *Origine de' feudi ne' regni di Napoli, e Sicilia loro usi*, Stamperia regale, Naples.
- FILANGIERI, G. [1780-1785], *La scienza della legislazione*, Centro di Studi sull'illuminismo europeo G. Stiffoni, Venice, 2004.
- FRASCANI, P. [1974], « Il dibattito sul lusso nella cultura napoletana del '700 », *Critica storica*, Vol. 3, p. 397-424.
- GALANTI, G. M. [1772], *Elogio storico del signor Abate Antonio Genovesi pubblico professore di civil economia nella Università di Napoli. Critica sposizione di fra Mamachio contro l'abate Genovesi*, s.e, Naples.
- GALANTI, G. M. [1780], *Storia filosofica e politica delle nazioni antiche e moderne*, Società letteraria e tipografica, Naples.
- GALANTI, G. M. [1781], *Descrizione dello stato antico ed attuale del contado di Molise; con un saggio storico sulla costituzione del regno*, Società Letteraria e Tipografica, Naples.
- GALANTI, G. M. [1793-1794], *Della descrizione geografica e politica delle Sicilie*, Gabinetto letterario, Naples.
- GALASSO, G. [1983], « L'ultimo feudalesimo meridionale nell'analisi di G. M. Galanti », *Rivista storica italiana*, XCV, p. 262-281.
- GALDI, M. A. [1790], *Analisi ragionata del codice fernandino per la popolazione di S. Leucio*, Campo, Naples.
- GALIANI, F. [1750], *Della moneta, libri cinque*, Raimondi, Naples.
- GENOVESI, A. [1757-1758], *Elementi del commercio*, Istituto Italiano per gli Studi Filosofici, Naples, 2005.
- GENOVESI, A. [1765-1767], *Delle lezioni di commercio o sia d'economia civile*, Istituto Italiano per gli Studi Filosofici, Naples, 2005.
- HONT, I. [2006], « The early Enlightenment debate on commerce and luxury », in M. Goldie, R. Walker (éd.) *The Cambridge History of Eighteenth-Century Political Thought*, Cambridge University Press, Cambridge, p. 389-415.
- MACRY, P. [1974], *Mercato e società nel Regno di Napoli*, Guida, Naples.
- MAFRICI, M. [2006], « Galanti e l'Italia tra tardo Settecento e inizi Ottocento », in M. Mafrici & M. R. Pelizzari (éd.) *Un illuminista ritrovato. Giuseppe Maria Galanti. Atti del convegno di studi Fisciano-Amalfi, 14-16 febbraio 2002*, Laveglia, Salerne, p. 261-297.
- MARGAIRAZ, D. [1999], « La querelle du luxe au XVIII^e siècle », in J. Marseille (éd.) *Le Luxe en France du siècle des Lumières à nos jours*, ADHE, Paris, p. 25-37.
- MATARAZZO, P. [2009], « Mercato e virtù nella scuola genovesiana : il caso Longano », in A. Alimento (éd.) *Modelli d'oltre confine. Prospettive economiche e sociali negli antichi stati italiani*, Edizioni di Storia e Letteratura, Rome, p. 147-161.
- MELON, J.-F. [1736], *Essai politique sur le commerce. Nouvelle édition augmentée de sept chapitres...*, s.e., s.l.

- MONTESQUIEU, C.-L., de Secondat de [1748], *De l'Esprit des loix*, Barillot et Fils, Genève.
- PAGANO, F. M. [1768], *Politicum universae Romanorum nomothesiaie examen libro singulari in treis parteis diviso comprehensum*, Raimondi, Naples.
- PAGANO, F. M. [1783-1785], *De' Saggi politici. Del civile corso delle nazioni o sia de' principi, progressi e decadenza della società*, Verriento, Naples.
- PAGANO, F. M. [1792-1799], *Saggi politici de' principii, progressi e decadenza della società di Francesco Mario Pagano*, s.e., Napoli, Vivarum, Naples, 1993.
- PALMIERI, G. [1792], *Della ricchezza nazionale*, Flauto, Naples.
- PERROTTA, C. [1982], « Il lusso negli economisti italiani del Settecento », in R. Faucci (éd.) *Gli italiani e Bentham. Dalla felicità pubblica all'economia del benessere*, Franco Angeli, Milan, Vol. I, p. 171-188.
- QUESNAY, F. [1758], *Tableau économique avec ses explications*, in C. Théré, L. Charles & J.-C. Perrot (éd.), *Œuvres économiques complètes et autres textes*, INED, Paris, 2005, T. I. Rao, A. M. [1983], *Il Regno di Napoli nel Settecento*, Guida, Naples.
- RAO, A. M. [1984], *L'amaro della feudalità. La devoluzione di Arnone e la questione feudale a Napoli alla fine del '700*, Guida, Naples.
- RAO, A. M. [1989], « Il riformismo borbonico a Napoli », in G. Cherubini (éd.) *Storia della società italiana*, Vol. 12, *Il secolo dei lumi e delle riforme*, Teti, Milan, p. 215-290.
- SMITH, A. [1776], *An Inquiry into the Nature and Causes of the Wealth of Nations*, Strahan & Cadell, Londres.
- SOLARI, G. [1917], *Mario Pagano e la politica annonaria. Intorno gli scritti economici di Mario Pagano*, Società Tipografico Editrice Nazionale, Turin.
- STAPELBROEK, K. [2008], *Love, Self-Deceit, and Money : Commerce and Morality in the Early Neapolitan Enlightenment*, University of Toronto Press, Toronto.
- VALSECCHI, F. [1990], *Il riformismo borbonico in Italia*, Bonacci, Rome.
- VERRI, P. [1771], *Meditazioni sulla economia politica*, Stamperia dell'Enciclopedia, Livourne.
- VILLARI, L. [1959], *Il pensiero economico di Antonio Genovesi*, Le Monnier, Florence.
- VILLARI, L. [1968], « Note sulla fisiocrazia e sugli economisti napoletani del '700 », in Villari, L., *Saggi e ricerche sul Settecento*, Istituto Italiano per gli Studi Storici, Naples.
- WAHNBAECK, T. [2004], *Luxury and public Happiness. Political economy in the Italian enlightenment*, Clarendon Press, Oxford.
- WHATMORE, R. [2013], « Luxury, commerce and the rise of political economy », in J. A. Harris (éd.) *The Oxford handbook of British philosophy in the eighteenth century*, Oxford University Press, Oxford, p. 575-595.